



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

A collage of four images: top-left shows a close-up of blue and yellow piano keys; top-right shows hands of various skin tones reaching towards a globe; bottom-left shows a person in a red garment; bottom-right shows a classroom of students with a teacher.

# UNESCO – Partenariats avec le secteur privé : marquer la différence

“ L'UNESCO est une instance multipartite qui s'efforce de tirer le meilleur parti de divers réseaux mondiaux, régionaux, nationaux et locaux. Son principal objectif n'est pas par conséquent d'obtenir des fonds supplémentaires, mais de promouvoir des liens et le dialogue qui permettront à des entités privées et à des entreprises de contribuer à la paix, au développement et à d'autres objectifs poursuivis par l'Organisation. ”

Koïchiro Matsuura  
Directeur général de l'UNESCO

**D**urant ces dernières années, le nombre de partenaires de l'UNESCO issus du secteur privé est monté à plusieurs centaines. Il s'agit d'acteurs aussi divers que les multinationales, les petites et moyennes entreprises, les fondations et sociétés philanthropiques, les associations d'entreprises et économiques, ainsi que les particuliers.

En outre, le champ des partenariats de l'UNESCO avec le secteur privé évolue et atteint désormais un nouveau seuil stratégique. Outre les activités traditionnelles philanthropiques et de parrainage, l'UNESCO et le secteur privé collaborent désormais à l'élaboration de programmes de partenariat via l'échange de ressources et de compétences. Ces programmes stimulent la sensibilisation, améliorent le dialogue sur l'action à conduire, formulent des règles et des normes internationales, mobilisent les marchés en faveur du développement et mettent en œuvre des projets contribuant directement à répondre aux enjeux mondiaux tout en assurant une large couverture et un impact fort.

Œuvrant dans cinq domaines de compétence – éducation, sciences exactes et naturelles, sciences sociales et humaines, culture, et communication et information – l'UNESCO est en mesure d'ouvrir des perspectives de partenariats au secteur privé dans l'un quelconque de ces cinq secteurs ou dans tous ces différents secteurs à la fois via des coopérations interdisciplinaires et multidisciplinaires. Les objectifs et atouts spécifiques de l'UNESCO offrent ainsi aux partenaires un cadre d'engagement stratégique unique pour répondre aux enjeux mondiaux du développement et contribuer à l'élimination de la pauvreté. Les principaux programmes de l'UNESCO – Éducation pour tous, promotion de la diversité culturelle, sauvegarde des ressources mondiales en eau, émergence de sociétés du savoir équitables et promotion des dimensions éthiques des

sciences – constituent un vaste portefeuille d'activités s'articulant avec les intérêts et capacités propres au secteur privé. L'UNESCO offre la possibilité d'explorer ces articulations grâce à de multiples approches et à la participation active de ses vastes réseaux mondiaux, régionaux, nationaux et locaux.

L'UNESCO considère les partenariats avec le secteur privé comme une nécessité et non une option.

Les partenariats entre l'UNESCO et le secteur privé se sont avérés de très grandes réussites car ils s'appuient sur des synergies et des valeurs communes. En associant directement le secteur privé aux programmes de développement, ces partenariats permettent de mobiliser des ressources considérables pour la réalisation des objectifs énoncés par les États membres de l'UNESCO.

Attitude responsable, citoyenneté mondiale, solidarité et paix sont au cœur des valeurs proposées par l'UNESCO. Elles constituent également des investissements de long terme rentables en faisant du secteur privé, et notamment des entreprises, des moteurs déterminants du développement durable. Grâce aux partenariats, l'UNESCO permet aux stratégies philanthropiques et commerciales de répondre plus efficacement aux besoins des communautés où intervient le secteur privé.

Cette brochure présente quelques exemples de partenariats actuels de l'UNESCO avec le secteur privé. Elle informe également sur les occasions concrètes de mise en œuvre conjointe des nouvelles initiatives en vue de marquer la différence au niveau des populations dans le monde.

**Ahmed Sayyad**

Sous-Directeur général  
pour les relations extérieures et la coopération

# Réseaux mondiaux de l'UNESCO

## Réseaux mondiaux de l'UNESCO

Les grands réseaux mondiaux de l'UNESCO forment l'un de ses principaux atouts.

Forte de ses 191 États membres, l'UNESCO est dotée de plus de 50 bureaux hors Siège disséminés à travers le monde. Ces bureaux collaborent ensemble avec les organisations régionales, les gouvernements nationaux et les partenaires de la société civile à la mise en œuvre de programmes et activités sur le terrain.

Les Instituts et Centres, comme l'Institut UNESCO-IHE pour l'éducation relative à l'eau aux Pays-Bas et l'Institut de statistique de l'UNESCO au Canada, sont des structures institutionnelles indispensables pour l'action de l'Organisation. Ils œuvrent au renforcement des capacités des États membres dans les domaines de compétence de l'UNESCO via la formation de professionnels, la recherche, la communication de statistiques et l'établissement de normes.

Les Commissions nationales pour l'UNESCO constituent un lien vital entre l'Organisation et la société civile. Mises en place par chaque État membre, les Commissions nationales lancent et coordonnent des actions gouvernementales ou non gouvernementales au niveau national à l'appui des missions de l'UNESCO.

Il existe en outre de multiples autres organismes intergouvernementaux spécialisés qui forment un dispositif indispensable à la coopération mondiale dans le cadre des programmes de l'UNESCO, comme la Commission océanographique intergouvernementale (COI) et le Comité du patrimoine mondial. Ces organismes bénéficient de l'appui de leurs structures régionales, nationales et locales comme, par exemple, les cinq Comités régionaux de la COI et les plus de 800 sites du patrimoine mondial de l'UNESCO répartis dans 135 pays.

En outre, plus de 400 organisations intergouvernementales et non gouvernementales et 3600 clubs, centres et associations entretiennent des relations de travail étroites avec l'UNESCO, et des centaines d'autres groupes et organisations collaborent avec l'UNESCO à des projets spécifiques. Environ 8000 institutions réparties dans 176 pays sont membres du Réseau du Système des écoles associées de l'UNESCO (RéSEAU) qui offre un soutien communautaire en matière d'éducation de base et secondaire. Au niveau de l'enseignement supérieur, le Programme UNITWIN (système de jumelage et de mise en réseau des universités)/Chaires UNESCO œuvre à l'établissement de relations de part et d'autre des frontières nationales pour que facultés et universités puissent échanger leurs résultats de recherches et leurs compétences. Il existe désormais plus de 600 Chaires UNESCO et réseaux UNITWIN créés dans quelque 121 pays, auxquels participent des milliers d'universitaires, de chercheurs et d'étudiants diplômés, ainsi que d'autres partenaires issus d'organismes économiques et de la société civile.

# Cadre des partenariats

L'UNESCO œuvre à la mise en place de partenariats avec le secteur privé dans le cadre du « Pacte mondial des Nations Unies » et des « Directives sur la coopération entre l'Organisation des Nations Unies et les entreprises de juillet 2000 ».

Le Secrétaire général de l'Organisation des Nations Unies, Kofi Annan, demande aux dirigeants des entreprises dans le monde « de s'approprier et de faire respecter » le Pacte mondial, tant dans leurs pratiques d'affaires individuelles que dans leur appui à des politiques publiques s'y référant. Le Pacte mondial, composé d'un ensemble de 10 principes universels du monde des affaires concernant les droits de l'homme, les conditions de travail, la protection de l'environnement et la lutte contre la corruption, permet à tous les participants issus du monde des affaires de s'engager par le dialogue, l'échange de l'information et l'apprentissage, ainsi que par des projets de partenariat.

Les Directives reconnaissent que les relations que l'Organisation des Nations Unies entretient avec le monde des affaires sont d'autant plus importantes que les entreprises jouent un rôle majeur dans la création d'emplois et de richesses par le commerce, l'investissement et la finance, et que les États membres de l'Organisation des Nations Unies soulignent de plus en plus combien l'investissement privé compte pour le développement.

Les Directives reconnaissent également que le monde des entreprises apprécie toujours davantage le rôle que l'Organisation des Nations Unies joue en s'employant à promouvoir la paix et la sécurité, à fixer des normes et des règles dans des domaines aussi divers que le commerce et les services, ainsi qu'à traiter les problèmes que posent la vulnérabilité, la pauvreté, la dégradation de l'environnement et les conflits sociaux car le monde des entreprises considère que tout cela aide à assurer un climat stable et propice aux affaires et au développement.

Le rapport intitulé « Nous, peuples, société civile, Organisation des Nations Unies et gouvernances mondiale » (le Rapport Cardoso), soumis par le Groupe de personnes éminentes sur les relations entre l'ONU et la société civile à l'Assemblée générale de l'Organisation des Nations Unies en juin 2004, marque une autre étape importante dans les relations entre l'Organisation des Nations Unies et le secteur privé, lequel y est décrit comme une composante majeure des partenariats de l'Organisation des Nations Unies avec la société civile. Le rapport signale : « La montée en puissance de la société civile est bien l'un des événements majeurs de notre époque. La gouvernance mondiale n'est plus du seul ressort des gouvernements. La participation et l'influence croissantes des acteurs non étatiques renforcent la démocratie et redéfinissent le multilatéralisme. Les organisations de la société civile sont aussi les grands moteurs de certaines des initiatives les plus novatrices qui visent à lutter contre des menaces de portée mondiale qui se profilent à l'horizon. »

C'est dans ce cadre général que l'UNESCO a élaboré et formulé un ensemble complet de mesures visant à renforcer ses liens avec la société civile, lequel sous-tend toutes les stratégies et activités de l'Organisation en matière de collaboration avec le secteur privé pour créer des partenariats novateurs qui contribuent au développement durable ainsi qu'à la paix et à la sécurité dans le monde.



## **PROMOUVOIR LES PARTENARIATS PUBLIC-PRIVÉ DANS L'ÉDUCATION DE BASE**

**un partenariat avec le Forum  
économique mondial**

Au cours de ces dernières années, l'UNESCO a très étroitement collaboré avec le Forum économique mondial, fondation établie à Genève, composée notamment des 1000 plus grandes entreprises au monde.

Le Forum économique mondial et l'UNESCO s'accordent à penser que l'éducation est indispensable au développement social et économique durable, et qu'il est de plus en plus nécessaire de rassembler les entreprises du secteur privé, au niveau mondial et local, pour les associer à l'action des pouvoirs publics des pays en développement en réponse aux besoins d'amélioration des systèmes éducatifs de ces derniers.

En 2004 et 2005, l'Initiative « Financement du développement » lancée par le Forum économique mondial a permis d'organiser notamment deux tables rondes pour débattre de l'établissement de partenariats public-privé dans l'éducation de base.

La première table ronde a eu lieu en novembre 2004 à Brasilia en marge de la 4<sup>ème</sup> réunion du Groupe de haut niveau sur l'Éducation pour tous (EPT) de l'UNESCO. Des recommandations de première importance formulées à l'issue de la première table ronde ont été communiquées aux participants à la réunion du Groupe de haut niveau

qui les ont approuvées. Ces participants ont déclaré dans un communiqué que les pays donateurs, les agences internationales de financement et les gouvernements doivent approfondir leur collaboration avec le secteur privé dans la mobilisation de ressources au service de l'intégralité du programme de l'EPT.

En avril 2005, l'UNESCO a accueilli à Paris la seconde table ronde ouverte par le Directeur général, Koïchiro Matsuura, lequel a souligné combien il importe d'associer le secteur privé à la réalisation de l'Objectif du Millénaire consistant à assurer l'éducation primaire pour tous dans tous les pays d'ici à 2015. La seconde table ronde a estimé nécessaire de bâtir des alliances stratégiques, tant mondiales que locales, entre le monde des entreprises, le secteur public et la société civile pour améliorer les perspectives sociales et économiques des apprenants, et pour promouvoir les bonnes pratiques du soutien du secteur privé aux institutions publiques.



## **RÉDUIRE L'EXODE DES CERVEAUX DE L'EUROPE DU SUD-EST**

**un partenariat avec Hewlett-Packard**

De nombreux pays de l'Europe du Sud-Est souffrent grandement de l'exode des compétences depuis la guerre de l'ex-Yougoslavie des années 1990. Jusqu'à

« Grâce à la participation de l'UNESCO au projet visant à réduire l'exode des cerveaux de l'Europe du Sud-Est, Hewlett-Packard a pu aider plusieurs universités de la région à reprendre leurs missions de recherche et d'enseignement et à renouer avec la communauté scientifique. Hewlett-Packard n'aurait pu atteindre ces objectifs sans la considérable contribution de l'UNESCO. »

Wayne Johnson  
Vice-Président des relations  
avec les universités,  
Société Hewlett-Packard

deux tiers des enseignants et chercheurs y ont quitté leurs universités, mettant cruellement à mal l'enseignement supérieur et la recherche scientifique.

Pour contrer cette tendance, l'UNESCO et Hewlett-Packard ont développé un projet visant à réduire l'exode des cerveaux de l'Europe du Sud-Est pour aider à retisser les liens entre les chercheurs expatriés et ceux qui sont restés dans leur pays d'origine. Ce projet offre la technologie de calcul de la GRID aux universités de l'Albanie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Croatie, de l'ex-République yougoslave de Macédoine, du Monténégro et de la Serbie, pour aider le personnel enseignant et les chercheurs à avoir accès aux réseaux de recherche internationaux, à s'associer à des partenariats internationaux et à trouver des possibilités de financement. Le projet propose également une aide financière aux jeunes scientifiques pour les inciter à rester dans leurs pays et y conduire leurs travaux de recherche.

En aidant à la mise en place du capital humain dans ces pays, ce partenariat entre l'UNESCO et Hewlett-Packard contribue à la coopération et à la stabilité dans l'ensemble de la région, permettant ainsi une intégration réussie dans la communauté mondiale.

## PROMOTION DE L'ÉDUCATION DE BASE POUR LES ENFANTS MALGACHES

un partenariat avec le Rotary International, la société Coca-Cola et la Chambre de commerce franco-malgache

Le projet « Promotion de l'éducation de base pour les enfants malgaches » est un partenariat associant l'UNESCO et le Rotary

International, la société Coca-Cola et la Chambre de commerce franco-malgache, qui bénéficie par ailleurs de contributions individuelles obtenues grâce à une campagne de publipostage menée en Suisse.

En offrant des cours d'alphabétisation de rattrapage, le projet permet aux enfants déscolarisés d'accomplir le cycle d'enseignement primaire en dix mois, au lieu des cinq années habituelles, grâce à un programme d'enseignement primaire accéléré. Les cours s'inspirent des techniques d'apprentissage « Ambohisoratra » qui s'appuient sur la narration de contes.

Après un apprentissage intensif de seulement 48 jours, 75 % des élèves participant au programme maîtrisent la lecture, l'écriture et le calcul. A l'issue de la première phase, les élèves les plus jeunes peuvent entrer dans le système éducatif formel, tandis que les plus âgés ont la possibilité de s'inscrire pour la seconde phase de 36 jours du cours, laquelle propose une formation technique et professionnelle de base. Le projet a bénéficié au total à 44 500 enfants depuis 2001.

Le projet, conduit par l'UNESCO en collaboration avec le Gouvernement de Madagascar, le PNUD et le PAM, permet aux entreprises de participer activement à une initiative communautaire locale qui aide Madagascar à avancer sur la voie de la réalisation du deuxième des Objectifs du Millénaire : assurer l'éducation primaire pour tous.



## LUTTE CONTRE LE SIDA EN CHINE

**un partenariat avec la Chambre de commerce américaine en Chine et la Fondation Hoglund**

Depuis 2004, le Bureau de l'UNESCO à Beijing a dirigé deux projets pour mettre en place des mesures communautaires d'aide aux enfants atteints par le VIH/sida en Chine avec l'appui financier de la Chambre de commerce américaine en Chine et de la Fondation Hoglund.

Les projets sont mis en œuvre dans deux communautés rurales en Chine centrale



pour y assurer l'éducation et le soutien psychologique des enfants rendus orphelins ou vulnérables par le VIH/sida.

Les activités menées dans le cadre de ces projets se sont notamment employées à procéder à une évaluation de référence des besoins des enfants affectés par le VIH/sida, à établir des partenariats communautaires entre organisations gouvernementales et non gouvernementales sur la base de la planification participative, à former les parents, les enseignants et les agents sanitaires, à offrir une aide financière à la scolarisation et subsistance des

enfants, et à organiser des campagnes communautaires de lutte contre l'opprobre et la discrimination liés au VIH/sida.

La contribution du projet à la lutte contre le sida en Chine a été considérable.

## RENFORCER LA MOBILISATION CONTRE LE VIH/SIDA

**un partenariat avec la Coalition mondiale des entreprises contre le VIH/sida (GBC)**

Un nouveau partenariat conclu en janvier 2006 entre l'UNESCO et la Coalition mondiale des entreprises contre le VIH/sida plaide pour une place accrue de l'éducation préventive dans l'agenda mondial pour le développement. Les partenaires

insistent sur la nécessité d'adapter l'éducation préventive aux divers besoins et contextes, d'encourager, chez les acteurs concernés, un comportement atténuant les risques et la vulnérabilité aux effets du sida, et d'accroître les partenariats public-privé au niveau local entre les entreprises membres de la GBC et les partenaires de l'UNESCO.

La Coalition mondiale des entreprises contre le VIH/sida, créée en 1997, est une alliance de 200 sociétés internationales employant plus de 54 millions de personnes dans le monde.

L'UNESCO et la GBC avaient déjà coopéré en organisant un forum conjoint au Siège de l'UNESCO en décembre 2004. La GBC encourage ses membres à s'engager dans la lutte contre la pandémie de VIH/sida et les aide à formuler des politiques de lutte contre le VIH/sida adaptées à leurs besoins propres, au niveau mondial et local, dans l'intérêt des employés, des familles et, parfois, des communautés. Dans sa lutte contre le sida, l'UNESCO, un des co-sponsors de l'ONUSIDA, insiste sur l'éducation préventive dispensée par l'intermédiaire d'EDUSIDA, l'initiative mondiale de lutte contre le VIH/sida, ayant pour objectif de sensibiliser les populations, d'accroître les connaissances et compétences, et de modifier les comportements et mentalités de manière à réduire la propagation du VIH/sida et son impact dans le secteur de l'éducation. Les programmes à venir créeront des synergies entre les domaines d'action des deux organisations.

### « ÉCOLES AMIÈS DES ENFANTS » EN ÉGYPTÉ

un partenariat avec la Fondation Hans Christian Andersen abc

Les enfants les plus pauvres sont les premiers à abandonner leur scolarité. Ils sont également les premiers à devoir travailler en dessous de l'âge légal, à devenir les enfants des rues ou victimes de trafics, ou à souffrir d'autres formes de discrimination, d'exploitation et de mauvais traitements. En Égypte, près de 1,6 million d'enfants âgés de 8 à 15 ans sont déscolarisés.

La Fondation Hans Christian Andersen abc collabore avec l'UNESCO à l'appui d'un projet scolaire pour les enfants dans le besoin en Égypte : « Écoles amies des enfants en difficulté ». Ce projet est conduit en association avec le Ministère égyptien de l'éducation et le Programme alimentaire mondial (PAM) au Caire.



Les élèves inscrits dans les « Ecoles amies des enfants », multiniveaux et novatrices, suivent un programme d'enseignement spécialement élaboré et bénéficient également de méthodes d'apprentissage adaptées à leurs besoins. En outre, la gratuité des repas et la distribution de vêtements propres favorisent leur assiduité.

Le projet vient en complément de l'action du Gouvernement égyptien qui cherche à inciter ces enfants à réintégrer le système scolaire.

Depuis avril 2005, 22 « Écoles amies des enfants » ont été mises en place en Égypte, dont 10 financées par la Fondation Hans Christian Andersen abc. Le projet donne l'espoir d'un avenir meilleur aux enfants des rues de toute l'Égypte.

Des activités similaires sont à présent prévues en Jordanie, au Liban, au Soudan et au Yémen.

Fondation  
Hans Christian Andersen  
abc





# Sciences exactes et naturelles



## « POUR LES FEMMES ET LA SCIENCE »

un partenariat avec L'Oréal

Le programme L'Oréal-UNESCO « Pour les femmes et la science » figure parmi les principaux programmes de remise de prix dans le monde.

Ce partenariat entend améliorer la situation des femmes dans le domaine des sciences et ouvrir de nouvelles perspectives de carrière aux femmes scientifiques au niveau mondial. Il cherche à contribuer ainsi à la réalisation du troisième Objectif du Millénaire pour le développement « Promouvoir l'égalité des genres et l'autonomisation des femmes ».

Le programme L'Oréal-UNESCO comprend trois volets. Premièrement, la remise du prix L'Oréal-UNESCO, d'un montant de 100 000 dollars pour chaque lauréate, distingue tous les ans les réalisations de cinq chercheuses de premier plan représentant les cinq continents : Afrique, Asie-Pacifique, Europe, Amérique latine et Amérique du Nord. Des scientifiques lauréats du prix Nobel participent au jury. Deuxièmement, des bourses L'Oréal-UNESCO, d'une valeur pouvant aller jusqu'à 40 000 dollars chacune, sont accordées à trois scientifiques femmes de chacun des cinq continents mentionnés ci-dessus pour contribuer au financement de leurs projets de recherche au niveau doctoral ou postdoctoral. Le troisième volet porte notamment sur des initiatives nationales comme des programmes nationaux de conseils et de bourses

d'études scientifiques auxquels participent les Commissions nationales pour l'UNESCO et les succursales de la société L'Oréal.

Depuis sa création, le programme « Pour les femmes et la science » a salué les réalisations de plus de 100 femmes scientifiques originaires de plus de 45 pays.



Zohra Ben Lakhdar, lauréate représentant la région Afrique, a remporté un des prix de l'édition 2005. Elle est Professeur de physique à l'Université de Tunis El Manar, Tunisie.

© Micheline Pelletier / Gamma, Paris

“ *L'engagement de L'Oréal au côté de l'UNESCO dans le cadre du partenariat « Pour les femmes et la science » est un exemple concret de notre ferme intention de promouvoir la place des femmes dans la recherche scientifique et de contribuer à ouvrir de nouvelles carrières dans le monde.* ”

Lindsay Owen-Jones  
Président du Conseil  
d'Administration, L'Oréal

“ *Je suis heureux de voir mis en valeur le rôle des femmes dans la science, en particulier dans les sciences de la vie. L'engagement d'une grande entreprise comme L'Oréal au côté d'une organisation comme l'UNESCO est emblématique des partenariats que nous pouvons forger avec le secteur privé. Un projet de coopération comme celui-ci, qui vise à associer toujours plus les femmes à la grande aventure scientifique, conduit à faire progresser non seulement la science mais également la société.* ”

Koichiro Matsuura  
Directeur général de l'UNESCO

## « UN RÊVE POUR L'EAU »

un partenariat avec l'Exposition  
internationale de Saragosse, 2008

L'Exposition internationale de Saragosse, 2008, a produit un documentaire de 58 minutes, « Un Rêve pour l'eau », en collaboration avec l'UNESCO et le Programme mondial pour l'évaluation des ressources en eau (WWAP).

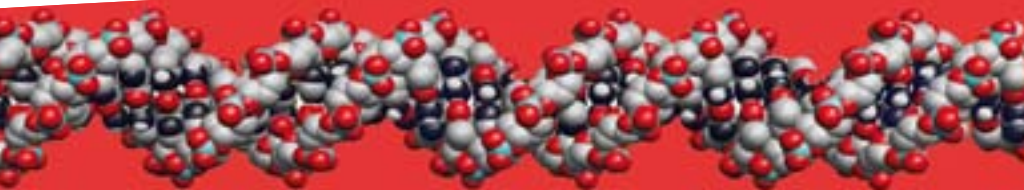
Tourné en divers endroits du Chili, des Territoires palestiniens, d'Israël, du Bénin, des Pays-Bas et de l'Inde, « Un Rêve pour l'eau » s'inscrit dans le cadre d'une campagne de lutte contre la mauvaise utilisation et gestion de l'eau. Le documentaire sensibilise à la nécessité d'une utilisation durable des ressources en eau, ainsi qu'à la Décennie internationale d'action, « L'eau, source de vie » (2005 - 2015).

Après avoir été présenté à des spécialistes de l'eau et à des délégations nationales au Siège de l'UNESCO en novembre 2004, ce documentaire a été distribué à différents services publics de télédiffusion dans le monde.

La ville de Saragosse a également été choisie pour accueillir l'Exposition internationale en 2008. Compte tenu de l'importance de la Décennie sur l'eau, l'Exposition constituera une célébration internationale des liens dynamiques existant entre l'eau et la société humaine dans le cadre d'un projet mondial relatif à l'eau et au développement durable.



Exposition  
internationale  
de Saragosse,  
2008





## PRÉSERVER LE PATRIMOINE CULTUREL IMMATÉRIEL

un partenariat avec Samsung Electronics

Samsung

L'entreprise Samsung Electronics était désireuse, dans le cadre de ses investissements sociaux, de s'associer avec l'UNESCO pour soutenir la diversité culturelle et en particulier sensibiliser à la grande diversité du patrimoine vivant dans le monde et à la nécessité de la sauvegarder.

L'UNESCO et Samsung Electronics ont lancé leur partenariat en décembre 2004 pour promouvoir la visibilité des efforts de l'UNESCO en matière de préservation du patrimoine culturel immatériel dans le monde, à savoir, les langues, rites, fêtes, musiques et danses, ainsi que les traditions orales comme la narration de contes et les chants.

Cette initiative évolutive a prévu un certain nombre de programmes, notamment la production, en collaboration avec BBC World, d'un documentaire intitulé « Notre patrimoine vivant » ainsi qu'une série de courts-métrages sur différents éléments du patrimoine vivant dans le monde. Ces programmes ont été diffusés sur BBC World puis offerts à l'UNESCO. D'autres activités ont consisté notamment à élaborer un guide de mise en œuvre de la Convention pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel, à développer le site Web de l'UNESCO sur le patrimoine immatériel et à financer des expositions, représentations, conférences et ateliers en célébration du patrimoine culturel immatériel mondial à l'occasion d'EXPO AICHI 2005.

## ALLIANCE GLOBALE POUR LA DIVERSITÉ CULTURELLE

un partenariat avec 500 entreprises

L'Alliance globale pour la diversité culturelle est un partenariat entre l'UNESCO et divers pouvoirs publics, organisations de la société civile et entreprises, qui a pour objectif de développer des industries créatives et la protection du droit d'auteur dans les pays en développement et les économies en transition.

Participent à l'Alliance plus de 500 sociétés, des multinationales aux PME des secteurs de l'édition, de la musique, du film, du design et de l'artisanat.



Les projets mis en œuvre par l'Alliance portent notamment sur la formation de producteurs de films indépendants en Colombie par la Motion Picture Association (MPA) ; la formation d'ingénieurs du son par Vivendi Universal au profit de studios d'enregistrement africains ; l'élaboration de programmes télévisés de qualité à l'intention des enfants de Palestine par Sesame Workshops ; la formation du personnel des points de vente de produits culturels à Cuba par le groupe d'édition espagnol Santillana ; le parrainage d'un programme de bourses d'études en droit d'auteur par le groupe de médias PRISA ; et le soutien d'un programme de donateur de livres en faveur des bibliothèques africaines par la chaîne franco-belge de librairies Maxi-Livres.

Tous ces projets ont été mis en œuvre pour assurer le transfert des connaissances et promouvoir les meilleures pratiques.

L'Alliance globale est également à l'origine du projet de constitution d'un réseau de « villes créatives ». Cette initiative œuvre à la mise en relation des villes avec leurs industries locales dans les domaines du cinéma, du design, des arts folkloriques, de la gastronomie, de la littérature, des arts médiatiques et de la musique pour promouvoir leurs divers produits culturels sur les marchés nationaux et internationaux, et stimuler l'innovation grâce à l'échange de compétences.

## SAUVER LES LANGUES EN PERIL

**un partenariat avec Discovery Communications, Inc.**

La diversité des langues est un aspect essentiel de notre diversité culturelle. Toutefois, moins de 3000 seulement des plus de 6000 langues actuellement parlées devraient survivre au siècle prochain.

Discovery Communications, Inc. a signé un accord de partenariat avec l'UNESCO et le Programme « L'ONU travaille » en 2002 pour préserver notre diversité linguistique en vue de sauver les langues en péril dans le monde.

Dix-huit langues et emplacements menacés ont été recensés en étroite consultation et coopération avec les experts et pouvoirs publics des pays concernés. Discovery Communications, Inc. a produit 18 courts-métrages de télévision pour appeler l'attention sur les langues en péril dans le monde. Les neuf premiers courts-métrages ont été filmés en Argentine, au Canada, en Inde, au Japon, en Malaisie, au Mexique, au Royaume-Uni et en Suède avant d'être diffusés en 2003. Neuf autres ont été tournés en Australie, en Croatie, au Gabon, au Guatemala, en Inde, en Lituanie, en Malaisie, au Panama et en Afrique du Sud

puis diffusés en 2004. Discovery Channel a diffusé des reportages sur les derniers rares locuteurs de ces langues en péril auprès de plus de 100 millions de téléspectateurs dans le monde.

Dans le cadre de ce partenariat, Discovery Communications, Inc. a également présenté un documentaire intitulé « Archives de Babel » qui décrit les tentatives de reconstitution de la première langue du monde.

## OBSERVATOIRE DES POLITIQUES CULTURELLES EN AFRIQUE

**un partenariat avec la Fondation Ford**

L'Observatoire des politiques culturelles en Afrique (OCPA) est le fruit d'un partenariat entre la Fondation Ford et l'UNESCO forgé en 2002 avec l'appui de l'Union africaine.

L'OCPA est dirigé par un Conseil international où siègent des spécialistes de haut niveau dans le domaine de l'action culturelle représentant les diverses sous-régions du continent africain. Le Conseil définit les grandes orientations du programme de l'Observatoire, approuve son budget et supervise la mise en œuvre de ses projets.

En tant qu'organisation professionnelle panafricaine indépendante, l'OCPA s'assure comme premier objectif de formuler des politiques culturelles nationales en Afrique et de les intégrer dans les stratégies de développement humain. L'OCPA suit la vie culturelle des États africains tout en proposant des informations orientées vers l'action ainsi que des activités de recherche scientifique et des services opérationnels pour faciliter la formulation des politiques culturelles adaptées aux besoins prioritaires des États africains. L'Observatoire s'applique à promouvoir des activités de mise en réseau et de

“ **Le partenariat de Discovery avec l'UNESCO et le Programme « L'ONU travaille » œuvre à la protection de la diversité culturelle et aide à promouvoir ce moyen de communication et d'échange que sont les langues.** ”

**Judith A. McHale**  
Présidente et Responsable  
d'exploitation, Discovery  
Communications, Inc.



partenariat avec les organismes compétents en vue de mobiliser les ressources humaines, financières, matérielles et techniques dans le domaine de la culture.

Via ses services en ligne, notamment un site Web, un bulletin électronique, ainsi qu'une base de données sur les politiques et institutions culturelles nationales africaines, l'Observatoire agit comme un centre de ressources et un organisme régional de coordination et d'information qui fournit des services à ceux qui interviennent dans la recherche culturelle, la formation culturelle ainsi que dans l'action et la prise de décision culturelle.

afin de bâtir un nouveau monde de la mode par-delà les frontières nationales. Le deuxième projet, intitulé « Tribute 21 », a été lancé en 1997. Dans le cadre de ce projet, les recettes de la vente d'assiettes peintes par d'éminents artistes sont affectées à l'UNESCO par l'intermédiaire de Felissimo pour soutenir un programme artistique destiné aux enfants vivant des situations de post-conflit via la création des « DREAM Centres »

(Centres d'activités artistiques, de danse, lecture, d'expression et de musique pour les enfants) où ceux-ci peuvent s'exprimer



## « DESIGN 21 » ET « TRIBUTE 21 »

un partenariat avec Felissimo

Le Groupe Felissimo (Japon) figure parmi les entreprises novatrices qui produisent des biens et services dans le cadre d'un projet mondial en vue de créer un nouveau style de vie. Cette approche a abouti à la création en 1995 d'un partenariat fructueux entre Felissimo et l'UNESCO à l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire de l'UNESCO. Ce partenariat prévoit deux principaux projets. Le premier projet - le concours biennal international « Design 21 » lancé en 1995 - invite les jeunes créateurs du monde entier à façonner et présenter une vision originale de l'art de vivre du nouveau siècle. Le concours vise à stimuler les interactions dynamiques entre créateurs

dans un environnement sécurisé. Trois centres ont été ouverts à ce jour à Kaboul, Port-au-Prince et Phnom Penh. Actuellement en préparation, un troisième projet « Hope Rings » (réseaux de l'espoir) sera lancé durant l'exercice biennal 2006-2007.

## PROTÉGER LA BIODIVERSITÉ POUR L'AVENIR, DE L'HUMANITÉ

un partenariat avec la Fondation  
des Nations Unies (FNU) et le Fonds  
des Nations Unies pour les  
partenariats internationaux (FNUPI)

La Fondation des Nations Unies a été créée en 1998 en bénéficiant d'une contribution d'un milliard de dollars de la part de Ted Turner, fondateur de CNN, en vue

Felissimo

**“ Ce programme vise à démontrer que les compétences propres au monde des entreprises sont plus efficaces pour résoudre les problèmes que le simple octroi de subventions. Les gestionnaires des zones protégées ont des compétences remarquables du point de vue scientifique et de la conservation, mais ils se heurtent à de réelles difficultés dans les domaines de la gestion de projet, des plans d'exploitation, des plans financiers et du marketing. Cette situation met ces zones en péril. Il est nécessaire d'en améliorer la gestion, ce dont sont conscients nombre de gestionnaires des sites en question. ”**

**Chris West**  
Directeur adjoint de la Fondation Shell

de soutenir les missions et activités des Nations Unies. La Fondation des Nations Unies bâtit des partenariats public-privé en vue de répondre aux problèmes les plus urgents qui se posent dans le monde. La FNU et le FNUPI ont signé un accord cadre général en 1998 et ont conçu un fonds destiné à recevoir des subventions exclusivement de la Fondation en vue d'atteindre les buts et les objectifs de la Charte des Nations Unies. Le Centre de l'UNESCO pour le patrimoine mondial a collaboré avec la FNU et le FNUPI à un certain nombre de projets, estimés à 40 millions de dollars des États-Unis, ayant pour objectif de préserver la diversité biologique mondiale.

Le Centre de l'UNESCO pour le patrimoine mondial et la Fondation coopèrent également à la mobilisation de ressources financières et techniques supplémentaires en vue d'assurer la conservation de long terme du patrimoine mondial. C'est ainsi que la Fondation a pu se gagner l'appui d'entreprises du secteur privé, notamment Gillette, Vodafone, Expedia Inc, et d'organisations de conservation telles que Nature Conservancy, Conservation International, la Société mondiale de Conservation et la société zoologique de Francfort parmi tant d'autres.

## **TRANSMISSION DE COMPÉTENCES COMMERCIALES AUX GESTIONNAIRES DES SITES PROTÉGÉS**

### **un partenariat avec la Fondation Shell**

La Fondation Shell met ses compétences commerciales à la disposition des organismes de conservation et contribue ainsi à protéger les écosystèmes les plus précieux du monde en assurant l'optimisation des faibles ressources disponibles en matière de conservation. Un financement assuré par la Fondation Shell en faveur du Centre de l'UNESCO pour le patrimoine mondial et le rôle d'intermédiaire du personnel du

Centre pour le patrimoine mondial offrent la possibilité à des cadres expérimentés de la Fondation Shell de collaborer étroitement avec les gestionnaires des sites du Patrimoine mondial sur une période d'un an ou plus, pour les aider à concevoir et à mettre en œuvre des pratiques de planification commerciale dans leurs activités quotidiennes.

Ce programme pilote s'inscrit dans le cadre de l'initiative de l'UNESCO « Améliorer notre patrimoine » qui part du principe selon lequel les organismes de gestion des sites protégés peuvent tirer profit de nombres des techniques et approches indispensables à la réussite d'une entreprise, notamment en matière de ressources humaines, de gestion des risques et de planification stratégique.

Mis en œuvre pour la première fois dans l'Atoll d'Aldbra aux Seychelles – un des rares écosystèmes quasi-intacts au monde, puis étendu au Parc national de Bwindi l'impénétrable en Ouganda, un des derniers habitats pour les gorilles de montagne, le projet couvre des activités aussi variées que la création de capacités de gestion et l'aide à la formulation de stratégies de financement durable.

## **LE MÉCANISME DE REACTION RAPIDE EN FAVEUR DU PATRIMOINE MONDIAL**

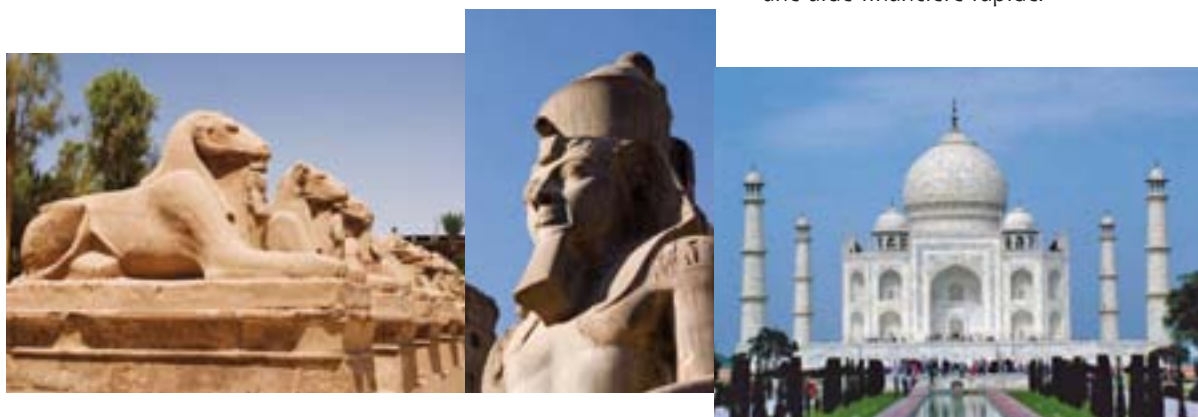
### **un partenariat avec la Fondation des Nations Unies et Flora et Fauna International**

Les sites naturels du patrimoine mondial correspondent aux principales régions de la biodiversité dans le monde de sorte que leur identification et protection constituent des missions essentielles incombant à la communauté mondiale en matière de conservation. Dans les situations d'urgence, un temps crucial est souvent perdu à affecter les ressources financières appropriées au site concerné, ce qui peut rendre

irréparables les détériorations subies par des éléments de très grande valeur appartenant au patrimoine mondial naturel.

Fruit d'une action conjointe du Centre de l'UNESCO pour le patrimoine mondial, de la Fondation des Nations Unies et de Flora et Fauna International (organisation non gouvernementale de conservation basée au Royaume-Uni), le mécanisme de

celles qui sont recevables et surveillent la mise en œuvre des mesures de conservation sur le terrain. Le mécanisme de réaction rapide est en cours d'élaboration et d'expérimentation dans le cadre d'une Phase pilote initiale (2006-2007) au cours de laquelle seront accordées de petites aides financières. Environ cinq ou six aides financières seront disponibles chaque année. L'objectif est d'en faire un mécanisme permanent aux services des sites du patrimoine mondial nécessitant une aide financière rapide.



Flora et  
Fauna

réaction rapide vise à mobiliser des ressources flexibles et en temps voulu, en réponse aux menaces et urgences affectant les sites du patrimoine mondial naturel ainsi que les zones avoisinantes ayant une influence sur ceux-ci. Le mécanisme de réaction rapide a pour objectifs de :

- mobiliser des fonds pour répondre rapidement aux situations d'urgence ;
- fournir des fonds d'amorçage là où l'on recherche des financements de plus long terme ; et
- rendre possible des mécanismes de financement novateurs dans le cadre de programmes d'aide de long terme.

Le Centre pour le patrimoine mondial, la Fondation des Nations Unies et Fauna et Flora International forment le « groupe de coordination de projet ». Ils reçoivent les demandes de financement, sélectionnent

## L'INITIATIVE VOYAGISTES un partenariat avec l'industrie du tourisme

L'Initiative Voyagistes pour le développement du tourisme durable est un réseau de plus de 20 voyagistes, de toutes tailles et spécialités, qui se sont engagés à intégrer les principes de la durabilité dans leurs activités commerciales. L'Initiative a été élaborée avec l'appui du Centre de l'UNESCO pour le patrimoine mondial, du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), lesquels sont par ailleurs membres à part entière de l'Initiative et y contribuent en lui offrant des ressources ainsi qu'un soutien et des conseils techniques. Le Centre pour le leadership environnemental au sein des entreprises (de Conservation International) participe activement à l'Initiative Voyagistes en lui

offrant une assistance technique et financière dans tous les domaines d'activité de l'Initiative.

Les membres de l'Initiative Voyageurs participent ensemble à trois domaines d'activité majeurs :

- Gestion de la chaîne des fournisseurs – pour élaborer une approche commune et des outils d'évaluation des fournisseurs.
- Coopération au niveau des destinations – afin d'exercer une influence positive et de s'exprimer d'une voix commune sur les actions de tous les partenaires, conseils touristiques, clients, fournisseurs, pouvoirs publics et développeurs.
- Établissement de rapports sur la durabilité – en vue d'élaborer et d'expérimenter des directives de communication et des indicateurs de performance en matière de développement durable.

Les membres de l'Initiative s'orientent vers le tourisme durable en s'engageant à intégrer la durabilité dans leurs pratiques commerciales et en collaborant ensemble à la promotion et diffusion des méthodes et pratiques compatibles avec le développement durable.

## **PROMOUVOIR LE PATRIMOINE MONDIAL** un partenariat avec l'industrie des médias

Le Comité du patrimoine mondial a adopté quatre objectifs stratégiques, notamment la nécessité de communiquer sur le processus de conservation du patrimoine mondial et de sensibiliser tous les partenaires au besoin de préserver les ressources

naturelles et culturelles mondiales. La coopération du Centre de l'UNESCO pour le patrimoine mondial avec les producteurs de télévision, les diffuseurs et les grands réseaux de presse a conduit à l'élaboration de multiples publications et films.

Par exemple, la mise en place récente d'un partenariat entre Hewlett-Packard et la National Geographic Society a permis d'améliorer et d'imprimer cet outil de communication qu'est la très appréciée Carte du patrimoine mondial. En outre, dans les années à venir, l'association de la technologie numérique et des compétences en matière d'impression de Hewlett-Packard, d'une part, et du savoir-faire en matière de cartographie de la National Geographic Society, d'autre part, permettra de définir plus aisément des solutions adaptées aux exigences techniques imposées par le processus de mise à jour annuelle de cette publication.

D'autres projets sont notamment l'archivage numérique du patrimoine mené en partenariat avec la chaîne de télévision publique japonaise Nippon Hoso Kyokai (NHK). Plus d'une centaine de films sur le patrimoine mondial produits par NHK sont offerts à l'UNESCO à des fins éducatives et seront à terme intégrés dans une banque de données visuelles accessibles via l'Internet à un public international. D'autres partenariats conclus avec Südwestrundfunk (Allemagne), Evergreen Digital Contents (Japon) et la Chaîne de télévision TBS (Japon) sont à l'origine de près d'un millier de films sur les sites du patrimoine mondial.





# Communication et Information

Les partenariats que l'UNESCO a noués avec l'industrie des technologies de l'information et de la communication sont des initiatives conjointes conciliant approche éthique et savoir-faire technique de haut niveau. Cette approche fait suite au Plan d'action de Genève, adopté par le Sommet mondial sur la société de l'information en décembre 2003, en encourageant les actions propres à « élargir les partenariats public-privé et en accélérer la réalisation, en mettant l'accent sur l'utilisation des TIC pour le développement » [Plan d'action de Genève, paragraphe 26 (b)].

## COMBLER LA FRACTURE NUMÉRIQUE

### un partenariat avec Microsoft

Le développement de partenariats en vue de combler la fracture numérique est au cœur de la stratégie citoyenne de la société Microsoft.

« Étendre les avantages procurés par la technologie aux populations qui peuvent en bénéficier le plus constitue une de nos contributions au renforcement des communautés via des actions de citoyenneté mondiale et des partenariats locaux. »

Bill Gates  
Président de Microsoft

En novembre 2004, Microsoft et l'UNESCO ont signé un accord de coopération qui prévoit la mise en œuvre d'un éventail de programmes dans le monde sur une période de cinq ans afin d'aider à combler la fracture numérique et utiliser les technologies de l'information et de la communication (TIC) en vue d'améliorer l'éducation et le développement social et économique dans le monde.

Cet accord retient huit domaines où le partenariat entre Microsoft et l'UNESCO bénéficiera grandement aux pays en développement :

- éducation et apprentissage ;
- accès et développement des communautés ;
- diversité culturelle et linguistique et sa préservation ;
- inclusion et renforcement des capacités numériques ;
- échange et promotion des meilleures

- pratiques en matière d'utilisation des TIC pour les programmes de développement ;
- promotion de communautés de pratique en ligne, concernant notamment la conception des contenus, l'échange des connaissances et l'autonomisation par la participation ;
- échange de connaissances spécialisées et de stratégies.



Bill Gates  
et Koichiro  
Matsuura

Cette coopération a été à l'origine de toute une série de projets. Par exemple, Microsoft et le Bureau de l'UNESCO à Bangkok ont élaboré le projet « Prochaine génération d'enseignants » après avoir estimé que la coopération entre l'Organisation et Microsoft apporterait une amélioration réelle et durable dans la formation pédagogique dans les pays en développement de l'ensemble de la région Asie-Pacifique.

En étroite coopération avec les ministères nationaux de l'éducation, le projet aide les instituts de formation pédagogique de la région à intégrer l'informatique et les TIC dans leurs programmes. Ce projet adopte une approche souple pour que les outils et les activités d'apprentissage répondent aux besoins de chacun des pays. Le projet a contribué à l'éducation et à l'apprentissage dans l'ensemble de la région Asie-Pacifique.



## AMÉLIORER L'UTILISATION DES TIC DANS LES SALLES DE CLASSE

### un partenariat avec Intel Corporation

Intel a signé une lettre d'entente avec l'UNESCO pour mettre ses ressources en commun avec l'Organisation en vue de

développer, aux côtés d'autres partenaires (Cisco et Microsoft), un programme type qui fixera les normes mondiales en matière de connaissances et de compétences liées aux TIC afin d'en améliorer l'utilisation dans les salles de classe du monde entier et d'aider les étudiants d'aujourd'hui à se préparer aux défis de demain.

Le programme sera mis à profit pour renforcer la formation pédagogique et aider les enseignants à intégrer les TIC dans la salle de classe. En plus de fournir un cadre à l'élaboration d'outils pratiques d'aide aux enseignants dans les salles de classe, le programme sera également conçu de manière à permettre à tous les décideurs de l'éduca-

tion et faciliter l'intégration de celle-ci dans le réseau scientifique paneuropéen.

Le projet Space for Science a pour objectif de constituer ce réseau qui combinera les fonctions complémentaires des réseaux satellitaires et terrestres dans le souci de fournir un service meilleur et plus rapide aux communautés scientifiques. La gestion des contenus, la communication interactive, la collaboration et les services du portail sont apparus comme les moyens de susciter cet état d'esprit communautaire propice aux programmes de coopération de long terme. Le réseau s'étend à plusieurs disciplines scientifiques comme les sciences de la vie (biologie et biotechnologie) ; les sciences de

Formation  
des enseignants  
aux TIC.



© UNESCO / Serge Daniel



tion, fournisseurs de cours et enseignants, de l'utiliser pour assurer que les cours et programmes de formation s'adapteront à l'évolution des normes et contenus des TIC.

l'environnement (la priorité étant accordée à la culture, l'eau et la gestion des écosystèmes) ; les sciences des matériaux (chimie et physique des hautes énergies) ; les sciences de l'informatique et les télécommunications.

## SPACE FOR SCIENCE un partenariat avec Alcatel Alenia Space

Alcatel Alenia Space s'est récemment associé à l'UNESCO et à l'Agence spatiale européenne (ESA) pour appuyer le programme Space For Science.

Un réseau de communication de hautes performances au service de la communauté scientifique dans l'Europe du Sud-Est est essentiel non seulement pour renforcer l'éducation et la recherche scientifique et technologique, mais également pour restaurer la coopération scientifique dans la

Dans le cadre de ce programme, les installations d'Alcatel Alenia Space en France fournissent une connexion satellite de large bande passante, des services satellitaires multimédias et d'autres applications comme la vidéoconférence aux instituts d'enseignement et de recherche scientifiques de l'Europe du Sud et de l'Est.

Le projet est à l'étude en vue d'être étendu à d'autres pays du Sud-Est européen et on espère par ailleurs qu'il sera repris et adapté à d'autres pays du monde, en particulier en Afrique.





# Sciences sociales et humaines

## **L'UNESCO modifie son approche en matière de programmation des sciences sociales et humaines pour plusieurs initiatives dans l'objectif précis d'associer de nouveaux partenaires privés.**

Les partenariats aujourd'hui portent notamment sur le parrainage de manifestations, la recherche et la sensibilisation conjointes, l'édition multilingue, etc. Par exemple, l'UNESCO parraine une réunion et un séminaire international d'experts sur la préservation du patrimoine historique et la gestion des transformations en zones urbaines en partenariat avec la société Space Group (un cabinet d'architecture/d'urbanisme établi à Séoul en Corée) et la municipalité de Gangjin (Chine) dans le cadre d'un projet mis en œuvre à Gangjin qui examinera en particulier les problèmes qu'y pose la gestion d'une croissance rapide. Cette initiative entend appuyer la planification des réorientations stratégiques et urbanistes à Gangjin.

Cet exemple est emblématique de la capacité unique de l'UNESCO d'unir des acteurs publics et privés, y compris de différents pays - en l'occurrence de Corée et de Chine. Il n'existe sans doute pas de meilleur argument pour convaincre les donateurs qui « internationalisent » leurs activités pour nouer des partenariats avec l'Organisation en vue de choisir les projets qu'ils souhaitent soutenir.

Aujourd'hui, plusieurs initiatives dans les sciences humaines et sociales sont en quête de bailleurs de fonds ou de collaborateurs experts. Les thèmes portent sur l'évolution sociale, la jeunesse, les courants migratoires, la santé, les progrès scientifiques, l'éthique, la démocratie, les droits de l'homme et la violence, entre autres domaines liés aux sciences humaines et sociales. Il existe également des manifestations annuelles sur le thème de la promotion de l'enseignement de la philosophie. Une brochure intitulée « Sciences sociales et humaines - Guide du partenariat » précise l'ensemble des possibilités de partenariats et est accessible en ligne à

**[www.unesco.org/shs/partnership](http://www.unesco.org/shs/partnership)**

# Activités intersectorielles



Équipe gagnante Cuba-Royaume-Uni

## MONDIALOGO un partenariat avec DaimlerChrysler

Emblématiques du caractère interdisciplinaire et multidisciplinaire de l'Organisation, les partenariats de l'UNESCO avec le secteur privé associent parfois plusieurs secteurs de l'UNESCO.

En octobre 2003, DaimlerChrysler et l'UNESCO ont lancé le partenariat « Mondialogo », coordonné par le Bureau de la planification stratégique de l'UNESCO avec les Secteurs des sciences et de l'éducation de l'Organisation.

La participation de Mondialogo s'articule autour de trois axes : la récompense « Mondialogo Engineering Award » à l'attention des jeunes ingénieurs, le concours scolaire « Mondialogo School Contest » pour les étudiants de 14 à 18 ans et le portail Internet « Mondialogo » disponible en quatre langues qui vise à compléter et soutenir les activités de projets tout en proposant un forum de discussion en ligne et un magazine interculturel.

L'Initiative Mondialogo encourage le dialogue mondial entre jeunes de diverses cultures, religions et langues. Elle met en pratique la Déclaration universelle de l'UNESCO sur la diversité culturelle et encourage les étudiants ainsi que les futurs ingénieurs à explorer de nouvelles approches pour développer l'apprentissage interculturel et concrétiser le développement durable.

**La récompense « Mondialogo Engineering Award »**  
trouver des solutions durables dans le domaine des sciences de l'ingénieur

Cette récompense en sciences de l'ingénieur encourage la coopération entre les jeunes ingénieurs du monde entier et appuie le

renforcement des capacités humaines et institutionnelles en sciences de l'ingénieur et technologies dans les pays en développement.

Les étudiants des pays industrialisés et en développement collaborent en équipes dans le cadre d'un stage d'un an pour formuler des projets d'applications en sciences de l'ingénieur faisant la preuve de leur excellence, ainsi que pour aider à développer les infrastructures technologiques des pays en développement et contribuer à la poursuite des Objectifs du Millénaire pour le développement concernant l'élimination de la pauvreté et la réalisation du développement durable.

La récompense vise à améliorer les conditions d'existence dans les pays en développement en incitant les jeunes ingénieurs à créer et échanger leurs innovations répondant aux besoins de base comme l'approvisionnement en eau, la nourriture, la fourniture de services médicaux et le logement.

Un jury international évalue les projets des concurrents au regard de leur viabilité, de leur faisabilité et de la qualité du dialogue interculturel mise en évidence lors de leur élaboration. Durant la période 2004-2005, plus de 1700 jeunes ingénieurs de 79 pays, répartis dans 412 équipes internationales, ont concouru. Les récompenses ont été décernées à 21 des meilleurs projets représentant 28 pays et 5 équipes lauréates ont reçu une mention spéciale du jury pour leurs réalisations remarquables. Les représentants des équipes gagnantes se sont réunis à Berlin à l'occasion de la cérémonie de remise des prix et y ont participé à des ateliers sur les contributions des sciences de l'ingénieur au développement durable et à la lutte contre la pauvreté. Une deuxième édition est prévue pour 2007.

“ *En tant qu'entreprise multinationale, le succès de DaimlerChrysler est fondé sur l'ouverture d'esprits, le respect et la volonté d'apprendre auprès d'autrui. Mondialogo est une initiative mondiale qui en appelle aux cœurs et aux esprits des jeunes et nous permet de rassembler de jeunes étudiants afin de leur donner la possibilité d'apprendre auprès d'autres cultures, de briser les préjugés et de découvrir de nouvelles perspectives.* ”

Dieter Zetsche  
Président du Conseil  
d'administration,  
DaimlerChrysler AG

### Concours scolaire « Mondialogo School Contest » Apprendre à vivre ensemble

Le concours scolaire Mondialogo incite les élèves âgés de 14 à 18 ans à découvrir la diversité culturelle. Ce concours mondial est l'occasion pour les élèves d'en savoir davantage sur leurs propres cultures et celles des autres.

Chaque équipe inscrite d'étudiants est jumelée avec une équipe d'un autre pays, généralement d'un autre continent. Les équipes partenaires choisissent ensemble un thème autour duquel élaborer un dialogue interculturel durable et un projet conjoint visant un résultat concret. Les projets conjoints peuvent revêtir telle ou telle forme d'expression créatrice.



Exposition  
Azerbaïdjan-Nigeria



Le premier concours scolaire Mondialogo lancé en 2003 a rassemblé approximativement 1500 équipes représentant plus de 25 000 étudiants originaires de 126 pays. Les étudiants ont inventé des activités ludiques, composé des morceaux musicaux, mis en scène des pièces de théâtre, tourné des films, compilé des affiches et des documentaires photographiques, rédigé des histoires, créé des sites Web, et conçu des articles de vêtements et de bijouterie. Un étudiant et un enseignant de chacune des 25 équipes partenaires finalistes ont assisté au premier Symposium Mondialogo, un événement culturel de quatre jours organisé à Barcelone à l'automne 2004.

Les réactions au premier concours, très majoritairement positives, ont préparé le

terrain à un nouveau et deuxième concours scolaire Mondialogo lancé en 2005. Ce deuxième Concours 2005-2006 a rassemblé 2600 équipes composées de 35 400 étudiants originaires de 138 pays. Un jury international de personnalités de premier plan sélectionnera les 25 meilleures équipes partenaires dont les représentants participeront au prochain Symposium Mondialogo en novembre 2006. A ce concours, participe également le Réseau du Système des écoles associées de l'UNESCO (RéSEAU), réseau mondial de 7900 écoles réparties dans 176 pays.

### Portail Internet Mondialogo Faciliter la communication

Le portail Internet Mondialogo propose un forum de communication et d'information à toute personne intéressée par l'échange interculturel.

Les rubriques du site Web respectives du concours scolaire Mondialogo et du Prix Mondialogo des sciences de l'ingénieur permettent aux participants de soumettre et d'échanger leurs idées sur des activités concrètes. En outre, des forums spécialisés offrent la possibilité aux enseignants d'examiner des questions liées à l'enseignement interculturel, aux étudiants de débattre des thèmes du concours et de solutions créatrices, et aux jeunes ingénieurs et techniciens de nouer des contacts et d'échanger informations et idées.

Les visiteurs du site [www.mondialogo.org](http://www.mondialogo.org) sont invités à échanger leurs connaissances et idées avec les candidats au concours scolaire Mondialogo et à la récompense des sciences de l'ingénieur Mondialogo, ainsi qu'avec des experts et représentants de premier plan de différentes cultures, de même qu'avec d'autres visiteurs du site Web.

Forum central d'informations et de dialogue, le portail lui-même constitue un excellent exemple d'échanges interculturels.



# Se réjouir de l'avenir

## **Se réjouir de l'avenir** **priorités pour la coopération**

Grâce à une stratégie bien coordonnée et proactive, l'UNESCO s'emploie à assurer que tous les projets et activités de ses cinq secteurs œuvrent activement à la réalisation des six Objectifs du Millénaire pour le développement, énoncés ci-après, sur les huit Objectifs fixés par l'Organisation des Nations Unies :

- Réduire l'extrême pauvreté et la faim ;
- Assurer l'éducation primaire pour tous ;
- Promouvoir l'égalité et l'autonomisation des femmes ;
- Combattre le VIH/sida, le paludisme et d'autres maladies ;
- Assurer un environnement durable ;
- Mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

Le dernier objectif mentionné « mettre en place un partenariat mondial pour le développement » sous-tend la réalisation de tous les autres car l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le développement nécessitera la coopération de l'ensemble des principaux partenaires du développement, aussi bien publics que privés.

L'UNESCO et le secteur privé peuvent collaborer à l'élaboration de partenariats nouveaux et novateurs dans le cadre de nombreux programmes et domaines d'activités.

# Se réjouir de l'avenir priorités pour la coopération

# Éducation



## Éducation pour tous

L'objectif primordial du programme de l'éducation de l'UNESCO est de réaliser l'Éducation pour tous (EPT) au sens le plus large, à savoir, l'éducation pour tous, à tous les niveaux, tout au long de la vie.

Les six objectifs de l'éducation pour tous consistent à :

- développer et améliorer la protection et l'éducation de la petite enfance ;
- donner l'accès à un enseignement primaire obligatoire et gratuit de qualité pour tous les enfants d'ici à 2015 ;
- assurer l'accès des jeunes et des adultes aux programmes, l'acquisition de connaissances et des compétences nécessaires à la vie courante ;
- améliorer le niveau d'alphabétisation des adultes de 50 % d'ici à 2015 ;
- éliminer les disparités entre les sexes dans l'accès à l'enseignement primaire et secondaire d'ici à 2005 et instaurer l'égalité dans ce domaine d'ici à 2015 ;
- améliorer la qualité de l'éducation, en particulier dans le domaine de l'alphabétisation, du calcul et des compétences indispensables dans la vie courante.

## Alphabétisation

L'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé la période 2003-2012 « Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation ». La Décennie fait sienne la notion élargie de l'alphabétisation, qui ne se limite pas aux aptitudes générales à la lecture, à l'écriture et au calcul, mais qui est un droit de l'homme lié au développement. En particulier, la Décennie accorde une attention spéciale à l'amélioration de 50 % du niveau d'alphabétisation des adultes d'ici à 2015 ainsi qu'à l'accès équitable de tous les adultes à l'édu-

cation de base et à l'éducation permanente. La Décennie s'emploie également à répondre aux besoins d'apprentissage des exclus de l'éducation de qualité. Elle jouera par ailleurs un rôle essentiel dans la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le développement axés sur l'élimination de la pauvreté.

L'UNESCO a la mission de coordonner les activités entreprises au niveau international durant la Décennie des Nations Unies pour l'alphabétisation. Pour s'en acquitter, l'Organisation a mis en place un cadre stratégique intitulé « Initiative pour l'alphabétisation : savoir pour pouvoir (LIFE) », destiné à ouvrir des perspectives d'apprentissage aux populations analphabètes, en particulier aux femmes et aux filles. Le cadre stratégique LIFE est en activité dans 35 pays où il existe, soit un taux d'alphabétisation inférieur à 50 %, soit plus de 10 millions de personnes dépourvues de compétences de base. Mises en œuvre sous la direction des pays en réponse aux besoins et priorités propres à chacun d'entre eux, les activités du cadre LIFE contribuent à la concrétisation des objectifs 3, 4 et 5 de l'EPT et des Objectifs du Millénaire pour le développement dans les pays sélectionnés via l'autonomisation des populations analphabètes ou insuffisamment alphabétisées.

## Formation pédagogique

Le monde se heurte à une pénurie aiguë et croissante d'enseignants. Il existe actuellement 60 millions d'enseignants dans le monde, mais il en manque 15 à 35 millions pour réaliser l'Éducation pour tous d'ici à 2015. L'UNESCO a lancé une initiative hautement prioritaire sur la formation des enseignants en Afrique subsaharienne pour la Décennie 2006-2015. Cette initiative s'attaque au problème critique de l'amélioration et du développement de l'enseignement pédagogique dans la région subsaharienne où les conditions difficiles d'éducation et de travail,

ainsi que l'impact de la pandémie du sida, sont à l'origine de pénuries importantes d'enseignants et entravent un enseignement de qualité. L'initiative insiste sur la réforme des programmes d'enseignement, sur la conception et la mise en œuvre de mesures globales en matière d'enseignement pédagogique, sur le développement de nouvelles compétences visant à aider les enseignants à répondre aux nouveaux besoins des apprenants en intégrant l'utilisation des technologies et l'éducation à distance dans la formation pédagogique, ainsi que sur la mise en réseau des instituts de formation pédagogique en vue de mettre en œuvre des activités conjointes et d'échanger les ressources et les bonnes pratiques. La préparation et la formation des enseignants s'emploient également à assurer l'équité des hommes et des femmes ainsi qu'à combler la fracture numérique entre les sexes.

### Réduire l'impact du VIH et du sida par l'éducation et les médias

L'éventail des sphères de compétence originales de l'UNESCO confère à l'Organisation une expérience interdisciplinaire unique particulièrement adaptée aux activités éducatives de lutte contre le VIH et le sida.

EDUSIDA est une initiative lancée dans plusieurs pays à l'appui de la mise en œuvre de mesures éducatives nationales globales conduites en réponse à la pandémie de VIH/sida par l'UNESCO sous l'égide du programme ONU-SIDA. Il s'agit d'un mécanisme de partenariat destiné à aider les pays à mettre en place une réponse éducative globale mettant à profit toutes les approches éducatives (formelle, non formelle et informelle), ainsi que tous les éléments et composantes d'un système éducatif qui lutte contre la pandémie selon une approche efficace et judicieuse.

L'initiative EDUSIDA a été conçue pour intervenir dans le cadre des dispositifs et objectifs existants de coopération pour le développement afin d'évaluer les insuffisances des mesures actuelles et d'aider les pays à amplifier leurs actions et à combler les lacunes en question.

Actuellement, l'Afghanistan, le Bangladesh, le Burundi, le Cambodge, la Chine, la Jamaïque, la Jordanie, le Kazakhstan, le Liban, le Lesotho, le Mozambique, la Namibie, l'Ouzbékistan, la République démocratique populaire lao, la

Suisse, la Syrie, la Thaïlande et le Vietnam participent aux activités mises en œuvre dans le cadre d'EDUSIDA.

Les médias grand public et les médias communautaires, en particulier les centres multimédias communautaires, ont un rôle majeur à jouer dans la diffusion d'un message ciblé et efficace ainsi que dans la sensibilisation des parents, enseignants et chefs communautaires à la nécessité d'une éducation au VIH/sida.

### Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable (DEDD)

En décembre 2002, l'Assemblée générale des Nations Unies a proclamé la période 2005-2015

« Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable » et a désigné l'UNESCO comme l'institution chef de file dans la coordination de cette initiative de l'Organisation des Nations Unies.



La Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable a pour objectif d'intégrer les valeurs inhérentes au développement durable dans toutes les composantes de la formation en vue de susciter des changements de comportement propices à l'instauration d'une société plus viable et plus équitable pour tout un chacun.

L'UNESCO considère l'éducation au service du développement durable comme un processus d'apprentissage à la prise de décisions concernant l'avenir de long terme de l'économie, l'écologie et l'équité de l'ensemble des communautés. Durant cette Décennie, l'éducation au service du développement durable contribuera à former des citoyens capables d'affronter les enjeux présents et à venir, ainsi que des décideurs qui agiront de manière responsable en vue de créer un monde viable.

L'éducation au service du développement durable est une éducation qui cultive le respect de la diversité et des relations harmonieuses entre les êtres humains et la nature tout en renforçant les capacités pour l'avenir.



Se réjouir de l'avenir  
priorités pour la coopération

# Sciences exactes et naturelles

## Éducation environnementale

L'UNESCO élabore des projets ayant une approche créatrice de l'éducation environnementale. L'Organisation a, par exemple, mis au point un matériel didactique : le « Coffret pédagogique pour les pays des zones arides » adapté aux écoles primaires et secondaires des pays affectés par la désertification. Le Coffret pédagogique sera distribué vers la fin de l'année 2006 par le Secteur des sciences exactes et naturelles de l'UNESCO comme contribution à la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable. Entre autres projets figure notamment la création d'un institut universitaire supérieur régional en République démocratique du Congo par l'UNESCO en vue « d'africaniser » la gestion des forêts tropicales. L'institut associe l'utilisation des technologies modernes (comme la télédétection) et une approche communautaire où des étudiants aident les populations rurales, au niveau local, à mettre en place des pépinières, des énergies renouvelables et d'autres pratiques conciliant la protection de l'environnement et l'élimination de la pauvreté. Le Projet de survie des grands singes (GRASP) lancé par l'UNESCO et le PNUÉ recherche également l'aide des communautés à la survie des grands singes et à la préservation de leur habitat via des campagnes de sensibilisation et la promotion d'activités économiques encourageant le développement durable, comme les éco-industries et l'écotourisme.

La Division des sciences écologiques et des sciences de la terre est responsable de ces programmes.

## L'eau et les écosystèmes associés

Le thème « L'eau et les écosystèmes associés » constitue la principale priorité du Secteur des

sciences exactes et naturelles de l'UNESCO.

Le programme relatif à l'eau douce du Secteur des sciences exactes et naturelles s'articule autour de trois axes :

■ Le PHI – Programme hydrologique international – utilise une approche écosystémique de la gestion durable des phénomènes d'interactions de l'eau. Le PHI recherche de meilleures approches : pour gérer les différentes ressources en eau (eaux souterraines, eaux dans les zones urbaines et bassins hydrographiques, notamment) ; pour surmonter les difficultés liées aux phénomènes extrêmes (y compris les inondations) ; pour résoudre les conflits liés à l'eau ; et pour saisir les effets du changement planétaire sur le cycle de l'eau. Le Programme fonctionne par l'intermédiaire de 166 Comités nationaux et points focaux du PHI dans le monde, lesquels jouent un rôle important dans de nombreux pays en matière de décisions et de gestion. Un réseau de centres en plein essor gère différents aspects de l'eau douce au niveau régional ou international. Tous ces centres agissent sous les auspices de l'UNESCO et collaborent entre eux dans leurs contributions au PHI. Par exemple, le Centre international sur les risques liés à l'eau et leur gestion (ICHARM) au Japon s'intéresse surtout aux inondations.

■ L'Institut UNESCO-IHE pour l'éducation relative à l'eau est l'un des plus grands établissements d'enseignement supérieur au monde dans le domaine de l'eau. L'Institut s'intéresse à l'éducation et au renforcement des capacités dans la gestion de l'eau, en particulier dans les pays en développement. Partie intégrante de l'UNESCO, l'action de l'Institut est entièrement financée par des ressources extrabudgétaires.



■ Le Programme mondial pour l'évaluation des ressources en eau (WWAP) est un programme du système des Nations Unies accueilli par l'UNESCO. Le WWAP établit le Rapport mondial sur la mise en valeur des ressources en eau dont la deuxième édition a été diffusée en mars 2006 lors du quatrième Forum mondial de l'eau à Mexico.

L'UNESCO joue également un rôle actif au sein du Groupe Eau des Nations Unies, mécanisme interorganisations pour l'eau douce.

Le programme de l'UNESCO relatif à l'eau douce noue des liens avec les écosystèmes grâce à l'approche écohydrologique, attentive surtout aux processus écologiques dans le cycle de l'eau, et grâce à l'accent mis sur les écosystèmes dotés de caractéristiques hydrologiques spéciales comme les zones humides, les montagnes, les îles ou les terres arides.

### Décennie internationale d'action « L'eau, source de vie »



Outre la « Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable », l'Assemblée générale des Nations Unies a également proclamé la décennie 2005-2015 « Décennie internationale d'action, l'eau, source de vie ».

Cette initiative de l'Organisation des Nations Unies appelle une attention plus grande sur les questions relatives à l'eau, à tous les niveaux, ainsi que sur l'exécution de programmes et de projets relatifs aux ressources en eau. Par ailleurs, la Décennie insiste sur la nécessité de garantir à l'avenir l'implication et la participation des femmes à ces activités de développement concernant l'eau.

ONU-eau sera responsable des activités d'organisation et de coordination de la Décennie de l'eau.

### Renforcement des capacités dans les sciences fondamentales et de l'ingénieur ainsi que dans la formulation des politiques

L'UNESCO contribue à renforcer les capacités des pays en développement dans les sciences

fondamentales et de la vie, ainsi que dans les sciences de l'ingénieur et les technologies. En partenariat avec divers organismes de financement, l'UNESCO communique des données et des recommandations et offre une aide technique pour que les pouvoirs publics puissent formuler et mettre en œuvre des politiques et stratégies efficaces dans le domaine des sciences et des technologies.

Le Programme international relatif aux sciences fondamentales (PISF) est une initiative internationale qui vise à renforcer les capacités nationales à partir d'un réseau de centres d'excellence en sciences fondamentales. Le PISF couvre des projets en mathématiques, physique, chimie et sciences de la vie ainsi que les domaines interdisciplinaires correspondants répondant à des besoins nationaux. Participent à ce projet des formateurs pédagogiques, des concepteurs de programmes scolaires et des universitaires spécialisés dans la méthodologie des microsciences. Les microsciences constituent une approche stimulante et novatrice permettant aux élèves des écoles de mener des expériences scientifiques pratiques à l'aide d'un équipement très rudimentaire fourni sous la forme d'un coffret de chimie, biologie, etc. Le coffret vise à permettre aux élèves de mener des expériences scientifiques pratiques, rentables et sûres, dans les pays privés des moyens nécessaires pour aménager des laboratoires pleinement équipés au sein de leurs établissements secondaires et écoles d'apprentissage. Au cours de la décennie écoulée, un réseau de centres de formation aux microsciences a été constitué dans les pays en développement.

Le Centre international Abdus Salam de physique théorique (CIPT) de l'UNESCO encourage la recherche en physique et mathématiques dans les pays en développement, notamment en offrant une formation aux scientifiques qui peut être dispensée dans leurs pays d'origine. Etabli à Trieste (Italie), le Centre accueille plus de 4000 scientifiques par an et collabore avec plusieurs facultés des sciences, notamment l'Académie des sciences pour le monde en développement (TWAS). Le CIPT compte plus de 600 correspondants et correspondants associés. Il bénéficie de généreux financements de la part



du Gouvernement de l'Italie et de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

L'UNESCO encourage l'intégration d'une démarche soucieuse de l'égalité des sexes dans le domaine des sciences et technologies, ainsi qu'en témoigne son programme, créé en partenariat avec L'Oréal, de remise de prix distinguant des scientifiques femmes exceptionnelles de chaque continent.

La Division des sciences fondamentales et des sciences de l'ingénieur est responsable du programme des sciences fondamentales et sciences de l'ingénieur. La Division des politiques scientifiques et du développement durable est responsable du programme de politique scientifique.

### **Énergies renouvelables au service du développement**

Il résulte du manque d'accès à divers services énergétiques que les besoins de base de près d'un tiers de l'humanité ne sont pas satisfaits. La réalisation de l'Objectif du Millénaire pour le développement de réduction de moitié, d'ici à 2015, de la part de la population mondiale gagnant moins d'un dollar par jour dépendra de notre capacité à permettre à cette population d'accéder aux services énergétiques modernes.

Outre son rôle de sensibilisation et de mobilisation, l'UNESCO assure le fonctionnement d'un Programme mondial d'éducation et de formation en matière d'énergies renouvelables dont la stratégie est double : (a) améliorer l'utilisation et la maintenance de la technologie en matière d'énergies renouvelables ; et (b) renforcer les compétences nationales en favorisant l'échange des connaissances et des expériences.

L'UNESCO appuie également des projets pilotes qui encouragent l'utilisation des énergies renouvelables afin d'améliorer les conditions d'existence en zones rurales, contribuant ainsi au développement au niveau local. Des projets pilotes et de démonstration pratiques sont encore nécessaires dans de nombreuses régions du monde. De par leur effet multiplicateur de financements supplémentaires, ces projets pilotes servent de catalyseurs à des projets plus vastes. L'UNESCO a aidé plusieurs pays à

doter leurs installations publiques (écoles rurales, stations de pompage, centres de soins de santé, maternités, etc.) de l'électricité solaire dans les villages reculés. L'utilisation de l'électricité solaire influe directement sur le taux de réussite des élèves dans les écoles rurales en permettant la généralisation des cours du soir. De même, le chauffage solaire de l'eau améliore les conditions d'hygiène dans les maternités, préservant ainsi les mères et leurs nouveau-nés des infections mortelles.

La Division des sciences fondamentales et des sciences de l'ingénieur est responsable de ce programme.

### **Prévention des catastrophes naturelles**

L'UNESCO contribue à l'évaluation et à l'atténuation des effets des catastrophes naturelles – tremblements de terre, éruptions volcaniques, tsunamis, inondations et glissements de terrain, etc. – via différents programmes qui s'inscrivent dans le cadre de la Stratégie internationale de prévention des catastrophes des Nations Unies. Depuis la Conférence mondiale de Kobe sur la prévention des catastrophes organisée au Japon en janvier 2005, l'UNESCO a encouragé de nouvelles entreprises comme une initiative internationale sur les crues et les inondations, ainsi que la mobilisation d'une coalition dans le domaine de l'éducation visant à intégrer la résistance aux catastrophes dans les programmes éducatifs des écoles, la création d'une alliance pour élaborer des plans de gestion des catastrophes dans les mégalo-poles, et la mise en place d'un système d'alerte précoce aux tsunamis dans l'océan Indien.

La Division des sciences fondamentales et des sciences de l'ingénieur est responsable de ce programme.

### **Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO (COI)**

La Commission océanographique intergouvernementale de l'UNESCO (COI), point focal des Nations Unies pour les sciences et les services océanographiques,



participe à l'application du Plan de mise en œuvre de Johannesburg adopté à l'occasion du Sommet mondial pour le développement durable.



La COI appuie le développement durable et l'évaluation des océans et des côtes en améliorant la compréhension scientifique de l'environnement marin, en fixant des normes internationales pour la collecte et le libre échange des données océanographiques et en renforçant les capacités des pays en développement à mettre à profit les nouvelles connaissances et les nouveaux outils.

Grâce à une large utilisation des TIC et à son portail océanographique, la COI coordonne les réseaux de chercheurs, spécialistes et décideurs. Dans le souci de concentrer ses interventions et de contribuer à réaliser les Objectifs correspondants du Millénaire pour le développement, la COI dirige la mise en œuvre du Système mondial d'observation de l'océan, dont le volet climat sera réalisé à 60 % d'ici la fin 2007.

Collaborant avec l'Organisation météorologique mondiale, ainsi que la Stratégie internationale de prévention des catastrophes des Nations Unies et d'autres partenaires clés au niveau international, régional et national, la COI contribue à la mise au point d'un savoir-faire accumulé lors des 40 dernières années en vue d'assurer le fonctionnement du Système d'alerte précoce aux tsunamis dans le Pacifique. Ce service océanographique international appuyé par le Centre international d'information sur les tsunamis est à ce jour le seul système d'alerte aux tsunamis dans le monde. Au nombre des plus grandes réussites jamais atteintes par la COI en matière de coopération internationale de long terme, ce système est en service dans 26 États membres de la région Pacifique. Grâce à l'action concertée des 139 États membres de la COI de l'UNESCO, cette expérience fait actuellement l'objet d'une procédure rapide de manière à aider les pays de l'océan Indien à mettre en place un Système complet d'alerte aux tsunamis et d'atténuation de leurs effets dans le Pacifique, la date de sa mise en activité étant prévue pour juillet 2006. Des systèmes similaires devraient voir le jour dans les Caraïbes, la Méditerranée et l'Atlantique du Nord-Est.

## Le Programme sur l'homme et la biosphère et le Réseau mondial de réserves de biosphère

Le Programme sur l'homme et la biosphère (MAB) met surtout l'accent sur les aspects écologiques, sociaux et économiques de la perte de la biodiversité et s'intéresse essentiellement aux approches possibles permettant de réduire cette perte en réponse à l'objectif fixé pour 2010 par le Sommet mondial pour le développement durable et la Convention sur la diversité biologique.

À cet effet, le programme MAB encourage les initiatives multi-partenaires dans les domaines comme les aspects écologiques des changements climatiques, l'utilisation durable de la diversité biologique, l'interface côtière et marine, la synthèse des connaissances et les nouvelles recherches sur les écosystèmes sélectionnés (les zones arides et les régions tropicales humides).

Le Réseau mondial de réserves de biosphère constitue le principal outil des activités MAB dans ce domaine.

Plus de 450 sites dans le monde participent au Réseau. Ces sites jouent le rôle de laboratoires où l'on expérimente et développe les approches de la conservation de la biodiversité et du développement durable. Ce sont des lieux privilégiés pour élaborer des modèles économiques novateurs qui bénéficient aux populations locales et préservent les cultures, la biodiversité et les valeurs qui leur sont attachées. De nombreux États membres coopèrent également avec les réserves de biosphère dans le cadre de leurs programmes de recherche et éducatifs, y compris la Décennie des Nations Unies pour l'éducation au service du développement durable.

La Division des sciences écologiques et des sciences de la terre est responsable de ce programme.



# Se réjouir de l'avenir priorités pour la coopération

# Culture

## Protéger et promouvoir la diversité culturelle



Le premier objectif du Programme de l'UNESCO sur la culture est d'assurer une reconnaissance mondiale de l'urgente nécessité de protéger et de promouvoir la diversité culturelle du monde dans ses diverses expressions comme garantie de la paix et du développement durable des peuples au sein des/entre les sociétés.

Guidés par cet objectif, les futurs partenariats entre l'UNESCO et le secteur privé s'emploieront à appuyer la diversité et la richesse du patrimoine culturel sous toutes ses formes - le patrimoine matériel et naturel, ainsi que le patrimoine culturel immatériel qui s'incarne dans la créativité humaine et les cultures vivantes - afin de promouvoir un profond respect éthique pour les valeurs et le symbolisme qui font notre identité culturelle.

Il est en effet essentiel pour l'UNESCO de s'associer avec le secteur privé pour renforcer et mieux diffuser une connaissance mutuelle des peuples et cultures, de même que leurs réalisations qui s'enracinent dans les diverses histoires millénaires. Ces partenariats avec le secteur privé sont essentiels pour contribuer à l'action de l'UNESCO auprès des générations et de multiples publics en faveur d'un plus grand respect pour la diversité culturelle.

Le secteur privé offre une plate-forme unique capable d'amplifier cet engagement

éthique de la communauté internationale toute entière en faveur des activités de préservation de notre patrimoine commun comme une responsabilité partagée afin de réaliser le développement durable, notamment en protégeant notre environnement commun ; en réconciliant la préservation du patrimoine culturel et le développement urbain ; en éduquant au patrimoine ; en encourageant les liens entre les entreprises culturelles en vue de stimuler le renforcement des capacités dans les pays en développement afin de contribuer à la lutte contre la pauvreté et à la création de revenus ; en aidant à la promotion et à l'application des instruments juridiques internationaux existants de l'UNESCO en matière de protection de la diversité culturelle ; en assurant la transmission intergénérationnelle d'un savoir-faire et d'une histoire traditionnels et profanes ; et en stimulant le dialogue interculturel.

Nous espérons que ce cadre renforcera la promotion et la mise en place de partenariats stratégiques avec le secteur privé.

## Patrimoine mondial

Depuis plus de trois décennies, la Convention du patrimoine mondial de 1972 recense des sites d'une valeur universelle exceptionnelle. La conservation d'un site du patrimoine mondial incombe aux pays où il se trouve, mais la survie de nombre de ces divers biens culturels et naturels dépend des contributions des États parties au Fonds du patrimoine mondial.



Actuellement, la Liste du patrimoine mondial répertorie plus de 800 biens à la préservation desquels les pays du monde entier s'associent pour transmettre ce patrimoine aux générations futures. Le nombre toujours croissant de biens répertoriés ne permet plus au Fonds du patrimoine mondial d'en assurer seul la survie de long terme. Pour y remédier, l'UNESCO a lancé l'Initiative de partenariats pour la conservation du patrimoine mondial (PACTe) dans le souci de procurer une aide et de renforcer la coopération garantissant une protection appropriée de ces trésors du monde. La réussite de l'Initiative PACTe dépend de l'établissement de partenariats durables mobilisateurs de ressources de manière à consolider et améliorer les niveaux existants de compétences techniques et de gestion.

L'Initiative PACTe propose des approches novatrices pour associer entreprises, organisations et particuliers à la sauvegarde et à la conservation du patrimoine mondial. L'Initiative encourage les alliances créatrices répondant aux objectifs des organisations et aux intérêts des particuliers en vue de nouer des relations durables et de procurer des avantages mutuels à long terme.

De nombreuses possibilités de partenariats répondant aux besoins et priorités du Comité du patrimoine mondial ont été reconnues. Il s'agit notamment de projets associant un partenaire en mesure de contribuer financièrement et techniquement à la conservation de long terme d'un site en particulier. L'accent dans ce cas sera mis sur les sites énumérés dans la Liste du patrimoine mondial en péril. En outre, il est également possible de soutenir les programmes du patrimoine mondial destinés à mettre en œuvre une action de conservation prioritaire au niveau des sites. Ces programmes concernent notamment l'architecture de terre, le tourisme durable, les villes, les forêts, les petites îles et les sites marins. L'éducation et la sensibilisation au niveau local, national ou international constituent également une composante importante du processus de conservation. En outre, il existe de

nombreuses activités de sensibilisation qui ont besoin d'être appuyées, notamment les expositions et l'élaboration de matériels d'interprétation, de films et de publications comme la Revue trimestrielle du patrimoine mondial.



### **Le patrimoine mondial entre les mains des jeunes**

Dans le cadre du projet phare « Le patrimoine mondial entre les mains des jeunes » lancé en 1994 avec le Centre du patrimoine mondial de l'UNESCO, l'Organisation a produit un kit, à l'usage des enseignants sur l'éducation au patrimoine, expérimenté dans les écoles associées de l'UNESCO dans de nombreuses régions du monde. Traduit dans quelque 25 langues, cet outil interactif complet présente la Convention du patrimoine mondial et les sites répertoriés, et propose un éventail d'activités pratiques.

Ce projet encadre l'organisation de forums internationaux de jeunes sur le patrimoine, ainsi que la tenue de séminaires de formation à l'intention des enseignants et des jeunes, de même que la mise en place de cours sur une approche concrète de la conservation. Des matériels multimédias (CD-ROM et DVD) ont déjà été produits et d'autres sont en préparation.

Se réjouir de l'avenir  
priorités pour la coopération

# Communication et Information



## La promotion des TIC pour le développement

Tout un chacun devrait avoir la possibilité d'acquérir des compétences pour comprendre les nouvelles sociétés du savoir, y participer activement et en bénéficier pleinement.

L'UNESCO a développé une série de partenariats multisectoriels dans l'esprit du Plan d'action du Sommet mondial sur la société de l'information, qui encourage « un dialogue structuré associant tous les partenaires concernés, notamment via des partenariats publics et privés, à l'élaboration de stratégies électroniques pour la Société de l'information et l'échange des meilleures pratiques ».

Particulièrement centrées sur les TIC pour le développement, ces actions portent par exemple sur les domaines suivants :

- Éducation et TIC ;
- Accès et participation des communautés ;
- Sexospécificités et TIC ;
- Populations autochtones et société de l'information ;
- Initiation à l'information ;
- Éducation aux médias ;
- Personnes handicapées et TIC ;
- Formation à la communication et à l'information ;
- Jeunesse et société de l'information.

L'UNESCO insiste sur l'inculcation aux populations des compétences et aptitudes nécessaires pour recevoir, évaluer et mettre à profit l'information dans leurs vies professionnelles et personnelles en faisant preuve d'esprit critique, via des programmes d'éducation aux médias et d'initiation à

l'information. L'utilisation des TIC peut améliorer l'accès à l'information et aux services, encourager la participation des citoyens à la prise de décision et accroître la responsabilité, la transparence et l'efficacité des pouvoirs publics.

L'UNESCO met également l'accent sur l'information, l'éducation permanente et l'apprentissage tout au long de la vie à l'intention des spécialistes des médias et de l'information, en particulier dans les pays en développement.

Le renforcement des capacités d'utilisation des TIC pour l'éducation constitue un autre domaine d'action, en particulier pour promouvoir et développer l'alphabetisation et la formation pédagogique.

L'Organisation s'efforce en particulier d'améliorer la participation aux sociétés du savoir, via le développement de capacités en matière d'accès et d'utilisation de l'information et des TIC, de manière à tirer profit de la fracture numérique.

## Développer un partenariat mondial pour la communication

Le développement rapide du secteur de la communication et de l'information nécessite d'accorder une attention particulière à la promotion de la diversité dans les médias, de manière à préserver les concepts d'identité et de liens sociaux au sein des cultures et des populations en stimulant la liberté d'expression, en autonomisant la participation locale et nationale et en permettant la création de contenus locaux véhiculés par des langues locales et l'instauration du dialogue interculturel.

## Section des sources de financement multilatérales et privées (MLT)

Intervenant dans le cadre du Secteur des relations extérieures et de la coopération et en liaison avec le réseau des points focaux pour les relations avec le secteur privé mis en place par le système des Nations Unies, la Section des sources de financement multilatérales et privées (MLT) est chargée de développer la relation de l'UNESCO avec le secteur privé. Il s'agit notamment d'offrir des services de conseil et de soutien à la conception, à la mise en œuvre, à la gestion et au suivi des initiatives opérationnelles, de renforcer les capacités de partenariat via des outils et formations spécifiques, et de poursuivre la mise en place du cadre stratégique et d'orientation de l'Organisation en matière de partenariats avec le secteur privé.

La Section MLT facilite l'accès à l'UNESCO de partenaires du secteur privé en leur assurant un lien interactif avec les spécialistes, programmes et actions correspondants au sein de l'Organisation. Aussi la Section MLT est-elle un centre d'échange dans les relations entre les partenaires du secteur privé et les structures internes de l'UNESCO, notamment les secteurs du programme, les bureaux hors Siège, les Instituts et les Commissions nationales de l'UNESCO.

Les contributions du secteur privé aux principaux destinataires de l'UNESCO ne seront appréciables et durables que si elles satisfont pleinement aux normes établies de responsabilité et de transparence institutionnelles. En observant ces normes, la Section MLT s'engage à promouvoir des approches novatrices et adaptées en matière de coopération qui concilient les objectifs et compétences de l'Organisation, d'une part, et les intérêts et ressources spécifiques des partenaires du secteur privé, d'autre part.

### *Prrière de contacter :*

**Shantha Retnasingam**

*Chef*

*Section des sources de financement multilatérales et privées, ERC/CFS/MLT*

*Téléphone : 00 33 (0)1 45 68 22 79*

*Courriel : s.retnasingam@unesco.org*

**Philipp Müller-Wirth**

*Point focal pour les relations avec le secteur privé*

*Section des sources de financement multilatérales et privées, ERC/CFS/MLT*

*Téléphone : 00 33 (0) 1 45681852*

*Courriel : p.muller-wirth@unesco.org*

### *Visitez notre site Web :*

[www.unesco.org/fr/communities/privatesector](http://www.unesco.org/fr/communities/privatesector)



Organisation  
des Nations Unies  
pour l'éducation,  
la science et la culture

Secteur des relations extérieures et la coopération  
Section des sources de financement multilatérales et privées

UNESCO  
7, Place de Fontenoy  
75352 Paris 07 SP, France  
[www.unesco.org](http://www.unesco.org)

ERC/CFS/MLT/2006/PI/1